



Communiqué de presse de la Fédération CGT FAPT

Privatisation de la Poste **Poursuivre l'action pour que la démocratie l'emporte**

Ce 15 décembre marque une nouvelle étape dans le processus de luttes des postiers contre la privatisation de la Poste

Dès le 04 juillet 2008, la CGT annonçait que le combat contre la privatisation de la Poste allait être long et engageait toutes ses forces dans cette bataille. Voilà ainsi plus de 17 mois que l'action se poursuit dans un rassemblement inédit.

Le Gouvernement voudrait faire croire à l'opinion publique que tout serait définitivement « plié » avec l'examen du projet de loi à l'Assemblée Nationale à partir de ce jour. Il n'en est rien. La CGT continue d'interpeller les députés pour qu'ils ne votent pas cette loi et entend mettre à profit pour cela le mois qui reste avant le vote au parlement reporté au 12 janvier pour une mise en œuvre au 1^{er} mars

La CGT ne se résoudra jamais à la fatalité, encore moins à fermer un livre dont manifestement toutes les pages ne sont pas encore tournées.

Si le Gouvernement confirmait sa volonté de changer le statut de La Poste et d'ouvrir son capital, il commettrait une erreur grave.

Les multiples actions de grève des postiers et postières, les actions diverses et variées des élus et de la population, sans parler du succès retentissant de la votation citoyenne du 3 octobre dernier, ont renforcé, outre l'exigence d'une modernisation et d'une rénovation du service public postal, une exigence forte et inégalée de démocratie.

Ce vaste mouvement en profondeur porte sur des enjeux pour toute la société. Il ne peut en aucun cas s'arrêter.

Il valide l'exigence de l'organisation d'un référendum, portée par des centaines de milliers de cartes pétitions transmises au Président de la République, et que la CGT continuera d'exiger de toutes ses forces.

Dans le même mouvement, pas un jour ne se passe sans que les personnels d'une manière ou d'une autre, ne posent leurs revendications en termes de salaires, d'emplois, de conditions de travail, de droits et garanties collectives, de protection sociale ou encore de retraite.

La CGT appelle les salariés à investir toutes les négociations en cours pour les faire entendre et exiger des réponses à ces revendications notamment sur la question des salaires et du pouvoir d'achat, avec l'exigence du versement exceptionnel à tous les postiers de 400€ aussi au titre d'une nouvelle répartition des richesses créées

Cette démarche d'enracinement des revendications, alliant refus de la privatisation et refus du statu quo, doit permettre d'élargir plus encore le rapport des forces en cours à la Poste, mais aussi de rechercher les convergences avec les salariés des autres secteurs professionnels.

Cela doit permettre ainsi de donner du contenu et du corps aux campagnes revendicatives fortes décidées par toute la CGT notamment sur les salaires, la retraite ou encore le service public, sans attendre et également le 24 mars 2010 qui est d'ores et déjà daté comme temps fort européen.

L'expression de toutes les revendications, la poursuite du refus de la privatisation de La Poste, seront les axes moteurs de l'investissement des forces CGT, pour créer les conditions de la poursuite du rassemblement le plus large possible.